



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 14 décembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **21 décembre 2020**.

L'an deux mille vingt, **le quatorze décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 8 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Aurélien **LECACHEUR**, Aliki **PERENDOUKOU**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE** (présent à partir de la délibération n°3 – D.204).

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Virginie **VANDAELE** donne pouvoir à Damien **GUILLARD**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Edith **LEROUX**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 14 décembre 2020

2020.12/221

ESPCDV - PREVENTION DE LA DELINQUANCE – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT RELATIVE AU RESEAU TERRITORIAL « VIOLENCES INTRAFAMILIALES » - UNITE TERRITORIALE D’ACTION SOCIALE LE HAVRE / POINTE DE CAUX

Madame Agnès Sibille, Adjointe au Maire.— Afin de présenter le projet de convention en vue de l’intégration de la Ville de Montivilliers au réseau territorial « violences intrafamiliales » (VIF), UTAS Le Havre – Pointe de Caux.

Au titre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (dans "*le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l’insécurité et la prévention de la délinquance dans les communes*") ainsi qu’à l’occasion du travail d’accompagnement quotidiennement mené par les équipes du Centre Communal d’Action Sociale sur des situations familiales sensibles, la ville de Montivilliers a souhaité intégrer le réseau territorial « violences intrafamiliales » afin de mener avec lui les objectifs qu’il s’est fixé :

- Coordonner les acteurs du champ des violences intrafamiliales,
- Leur permettre de se rencontrer régulièrement afin de mieux connaître les modalités d’intervention et les domaines de compétences de chacun, de faciliter ainsi le partage d’informations et d’actualités en lien avec la thématique (évolution au sein d’une structure ou d’un dispositif, projet en cours...),
- Développer le partenariat existant sur ces questions en ouvrant le réseau à l’ensemble des professionnels concernés,
- Impulser et mettre en place des projets destinés à faciliter et améliorer l’accompagnement des victimes par la recherche de moyens nouveaux ou l’utilisation des ressources existantes,
- Communiquer de manière territorialisés sur les objectifs et la mise en œuvre du protocole départemental,
- Recenser les partenaires potentiels mobilisables dans une démarche collective de prévention,
- Mieux connaître les services existants localement pour l’accompagnement des victimes,
- Mailler les relations entre les différents acteurs pour coordonner leurs interventions, la rendre plus efficiente auprès des victimes en mutualisant les moyens,
- Apporter une réponse la plus adaptée et concertée.

Composé de 9 articles, ce document décline l’objet de la convention, ses objectifs (mentionnés ci-dessus), les aspects de déontologie et de fonctionnement, le territoire couvert, l’obligation des signataires, les modalités d’évaluation.

Compte tenu de ces éléments d’information, je vous propose d’adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen de 1789 ;

VU la convention internationale relative aux Droits de l’enfant de 1989 ;

VU la convention du Conseil de l’Europe sur la prévention de lutte contre les violences à l’égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d’Istanbul signée le 11 mai 2011 et entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014 ;

VU la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

VU la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants ;

VU la circulaire NOR : JUSD1020921C du 31 août 2010 relative aux violences faites aux femmes ;

VU la Stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance ;

VU le 5^{ème} Plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2017-2019 ;

VU le protocole Départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2019 - 2021 ;

VU l'intégration de la ville de Montivilliers au contrat de Ville Le Havre Seine Métropole 2015 – 2022 ;

VU l'orientation n° 5 du Pilier Cohésion sociale du contrat de ville 2015 – 2022 « Favoriser l'égalité femmes-hommes et lutter contre les violences conjugales et intrafamiliales » ;

CONSIDERANT

- Que la lutte contre les violences intrafamiliales nécessite la mobilisation de toutes les énergies et plus particulièrement une coordination accrue des différents acteurs ;
- Que la ville souhaite intégrer le réseau territorial « violences intrafamiliales » afin de mener avec lui les objectifs qu'il s'est fixé ;

Sa commission municipale n°3 « Transition écologique et vie quotidienne » réunie le 12 novembre 2020, ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée des solidarités, des seniors, du handicap, du logement, de l'insertion et de l'emploi ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la « convention cadre partenariat relative au réseau territorial « violences intrafamiliales ».

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.